

# Des députés européens et 30 ONG lancent un appel urgent au Conseil européen pour qu'il sanctionne le régime d'Erdogan.

*La lettre signée par des eurodéputés & 30 ONG demande au HR Borrell de recommander au Conseil européen d'"imposer des sanctions sévères" à Erdogan ce vendredi.*

BRUXELLES, BELGIQUE, March 23, 2021 /EINPresswire.com/ -- Le Conseil européen du 26 mars prochain tiendra-t-il compte de la résolution du Parlement européen visant à sanctionner la Turquie pour ses violations flagrantes des droits humains, ou ne fera-t-il à nouveau rien ?



Drapeaux brandis par des manifestants lors d'un (du) rassemblement organisé par StopErdoganNow devant le Parlement européen, le 19 janvier 2021.  
Crédit : StopErdoganNow

En réponse aux agressions et menaces répétées et soutenues du président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan contre les Européens, d'autres pays et son propre peuple, le Parlement européen a adopté en novembre dernier, à une écrasante majorité, une résolution visant à "imposer des sanctions sévères" à la Turquie.

“

Vous savez que Erdogan est l'ennemi numéro un de l'humanité pour moi. Erdogan qui finance les groupes qui sont dangereux pour la stabilité et la paix partout. ”

*L'imam Hassan Chalghoumi*

pontique, kurde et yazidi d'Europe.

À l'appui de cette résolution, une coalition croissante d'organisations communautaires et de défense des droits humains a demandé en décembre dernier que le Conseil européen prenne des mesures appropriées contre le régime autoritaire d'Erdoğan. La coalition comprend des représentants des communautés arménienne syriaque, arménienne, assyrienne, copte chypriote, grecque

Au lieu d'imposer des sanctions en décembre 2020, le Conseil a reporté sa décision à sa réunion

de cette semaine. De nombreux commentateurs mettent cela sur le compte de l'intérêt national, puisque l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ont fortement investi en Turquie.

Pour protester contre la faiblesse de cette réponse de nos dirigeants européens, une manifestation a été organisée devant le Parlement européen le 19 janvier 2021, lors d'une réunion de la commission parlementaire des Affaires étrangères. Parmi les orateurs figuraient des députés européens et des dirigeants de communautés directement menacées par les politiques violentes d'Erdogan.

Monsieur Loucas Fourlas, député européen (PPE), membre de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie, a déclaré :

"Nous devons placer nos valeurs européennes au-dessus de tout intérêt national. Nous devons décider si nous choisissons de promouvoir nos valeurs ou les affaires".

Président de la commission parlementaire politique pour la Méditerranée, l'eurodéputé Monsieur Costas Mavrides (S&D) a déclaré :

"Nous choisissons de ne pas rester silencieux face aux crimes commis par Erdogan. Nous ne devons pas suivre les politiques d'apaisement des années 1930".

Pourtant, l'apaisement est précisément la politique que la Commission européenne semble



" Les agressions d'Erdogan présentent une menace claire et directe pour la paix, la sécurité et le bien-être des citoyens européens."



Erdogan finance et soutient des organisations terroristes islamistes telles que ISIS et le Hamas.



La coalition Stop Erdogan rassemble de nombreuses personnes dont des communautés menacées par les agressions répétées et continues d'Erdogan.

pratiquer. La semaine dernière, elle informait les journalistes qu'elle avait "cessé de travailler" à l'élaboration de sanctions contre la Turquie en raison d'un apparent "dégel des relations". Ce soi-disant dégel n'est évident que pour ceux qui mettent leur tête dans le sable. Si les eurocrates, des non élus, pensaient qu'ils pouvaient s'en tirer en ignorant la volonté du Parlement européen et en faisant comme si Erdoğan n'était en fait pas le danger qu'il représente pour la paix et la sécurité de l'Europe, alors ils ont passé une mauvaise semaine.

Pourquoi ? Car mercredi dernier, le 17 mars, le régime d'Erdoğan a menacé d'interdire le troisième parti politique de Turquie, qui a recueilli six millions de voix, et a privé de son siège parlementaire un éminent législateur et défenseur des droits humains. Au lieu de condamner un tel outrage, le haut représentant de l'UE, Josep Borrell, s'est contenté d'exprimer sa "profonde préoccupation". Il n'a cependant éprouvé aucune difficulté à condamner l'expulsion par la Russie de diplomates européens de Moscou. Pourquoi ce double standard des "deux poids, deux mesures" ?

Et vendredi dernier, le 19 mars, quelques heures seulement après que la présidente de la Commission européenne, Madame von der Leyen, et le président du Conseil européen, Monsieur Charles Michel, aient terminé une vidéoconférence avec le président Erdoğan, ce dernier a retiré la Turquie de la Convention d'Istanbul, l'accord international créé pour protéger les femmes, et ce dans un contexte de hausse des féminicides dans son propre pays. Le bilan de la Turquie dans ce domaine est consternant. Et pourtant, une fois de plus, Monsieur Borrell s'est contenté d'"exprimer son inquiétude" au lieu de dénoncer, de critiquer et de condamner cette nouvelle atteinte aux droits humains. Pourquoi a-t-il si peur de le faire ?

Pendant ce temps-là, le régime d'Erdoğan poursuit, entre autres :

- ses provocations unilatérales contre les États membres de l'UE que sont la Grèce et Chypre ;
- des activités illégales provocatrices en Méditerranée orientale ;
- des agressions militaires déstabilisantes en Syrie, en Irak, en Libye et au Nagorny-Karabakh ;
- des menaces contre les citoyens européens de "ne pas pouvoir marcher en sécurité dans leurs [propres] rues".
- son financement des réseaux terroristes dont les objectifs et les valeurs visent à détruire la démocratie libérale européenne ;
- son soutien et l'octroi de la citoyenneté aux meurtriers du Hamas, interdit par l'UE en tant qu'organisation terroriste ;
- sa gestion d'une armée de mercenaires terroristes et les transporter via Turkish Airlines de Syrie vers le Haut-Karabakh et la Libye ;
- des crimes de guerre entre autres contre les Syriens arméniens, les Arméniens, les Kurdes, les Assyriens, les Yazidis, les Syriens ... ;
- la violation de la liberté et des droits humains des journalistes, des opposants politiques, des partisans de la démocratie, des femmes et de toutes les voix dissidentes, de manière industrielle.

La réponse de Mme von der Leyen et de M. Michel est de chercher à "instaurer la confiance" pour "permettre un agenda UE-Turquie plus positif". Ce n'est pas le langage de la diplomatie, c'est le langage de la capitulation. Erdoğan prend nos dirigeants européens pour des amateurs politiques faibles et indécis, ce qu'ils ne cessent de confirmer par leur attitude.

Le seul langage qu'un idéologue autoritaire tel qu'Erdoğan comprend est celui des actions fortes. C'est pourquoi nous envoyons aujourd'hui une lettre ouverte au haut représentant de l'UE, M. Borrell, signée par des députés européens et 30 organisations communautaires et de défense des droits de l'homme, lui demandant de faire pression sur le Conseil européen pour "imposer des sanctions sévères à la Turquie" cette semaine.

Le monde démocratique vous observe Mme von der Leyen, M. Michel et M. Borrell !

Chris Wilson

Stop Erdogan Now

+32 478 02 19 45

stoperdogannow@gmail.com

Visit us on social media:

[Facebook](#)

[Twitter](#)

---

This press release can be viewed online at: <https://www.einpresswire.com/article/537314973>

EIN Presswire's priority is source transparency. We do not allow opaque clients, and our editors try to be careful about weeding out false and misleading content. As a user, if you see something we have missed, please do bring it to our attention. Your help is welcome. EIN Presswire, Everyone's Internet News Presswire™, tries to define some of the boundaries that are reasonable in today's world. Please see our Editorial Guidelines for more information.

© 1995-2021 IPD Group, Inc. All Right Reserved.